**Rapport de la task-force – consultation sur le Livre blanc sur l’avenir de l’Europe
(FR-18/05/2017)**

**Introduction**

La consultation de la société civile organisée française à propos du **Livre blanc sur l’avenir de l’Europe**, se déroule le 18 mai 2017 au matin, au siège du Conseil économique, social et environnement français (Cese fr).

M. Jean-Marie Cambacérès, président de la section des affaires européennes et internationales du Cese fr, prononce une allocution de bienvenue aux membres français du CESE UE et souligne l’intérêt et la concomitance de la consultation du CESE avec la résolution préparée par le Cese fr sur l’avenir de l’Europe.

Puis Mme Butaud-Stubbs résume le contenu du Livre blanc, Mme Laure Battut détaille le calendrier européen des étapes de la consultation et M. Roirant précise la méthodologie de travail retenue.

Ouverte à la société civile organisée française, la consultation rassemble 49 inscrits parmi lesquels de nombreux acteurs provenant des groupes employeurs et activités diverses, la quasi-totalité des mouvements syndicaux, 5 membres du CESE, 6 membres du Cese fr, une analyste politique de la représentation en France de la Commission européenne et Mme Catherine Lalumière (ancienne ministre, ancienne secrétaire générale du Conseil de l’Europe, présidente de la Maison de l’Europe à Paris).

Le format de la consultation a favorisé de nombreuses contributions. En effet, trois ateliers simultanés animés par les membres du CESE ont mobilisé les participants à partir du questionnaire préparé par le CESE. Trois rapporteurs ont restitué les interventions en réunion plénière. La validité de la méthode est renforcée par le mode d’expression: les acteurs ne s’expriment pas au titre de leur appartenance à une institution ou à un groupe d’acteurs, mais au nom de leur organisation.

Le présent document synthétise la consultation, en vue des travaux du groupe *ad hoc* du CESE se réunissant les 1er et 20 juin 2017 pour préparer un avis exploratoire sur l’avenir de l’Europe. À chaque question, nous répondons d’abord par les informations faisant l’unanimité ou consensus au sein de la civile organisée française.

**Question 1: Lequel des cinq scénarios présentés dans le livre blanc correspond selon vous le mieux aux défis internes et externes auxquels l’UE est confrontée, et pourquoi?**

Les représentants de la société civile expriment leur rejet unanime des scénarios 1 et 2. Opposés au scénario de la continuité, les acteurs n’expriment pas d’appétence pour le scénario proposant de recentrer progressivement l’Union européenne sur le marché unique car cette dimension leur semble trop limitée.

Le scénario 3 suscite des avis partagés entre employeurs, favorables à la coopération renforcée dans des domaines clés: intégration de la zone euro, défense et sécurité, lutte contre le changement climatique, numérique, union de l’énergie et les membres du groupe représentant les activités diverses qui considèrent toute «coalition de pays volontaire»[[1]](#footnote-1) comme facteur d’affaiblissement de l’Union européenne.

Le scénario 4 reçoit le soutien des employeurs, alors que les syndicats ne croient guère dans une Union européenne centrant ses efforts sur un nombre réduit de domaines d’action.

Inversement, le scénario 5 ne semble pas très crédible aux employeurs compte tenu de l’état des opinions publiques, alors qu’il apparait plutôt comme la piste à privilégier par les syndicats et les représentants «activités diverses».

**Question 2: Un autre scénario, non envisagé, serait-il possible et préférable? Le cas échéant, pourquoi? Comment pensez-vous que la confiance puisse être renforcée en Europe?**

Seuls les membres du groupe représentant les activités diverses proposent un scénario alternatif, fondé sur les valeurs à l’origine du projet européen (humanisme, justice sociale, diversité culturelle) et l’ajout des piliers social et environnemental à la vision générale proposée par la Commission européenne.

De leur côté, les employeurs suggèrent de se fixer l’année 2025, comme horizon temporel et d’adopter une approche résolument prospective. Il s’agit de bâtir l’Europe de nos enfants.

**Question 3: Est-il nécessaire d’assurer plus de visibilité et de mieux communiquer sur l’Europe, et comment?**

La société civile estime qu’une importante marge de progression existe en matière de visibilité et de communication, à la fois en recourant à un «*story telling*» efficace à partir de succès tangibles (Erasmus, Airbus, mobilité, protection des consommateurs par exemple). Cela n’exclut pas d’insister sur «être» plutôt que «faire» et, pourquoi pas stimuler un véritable «imaginaire européen» à partir de fictions (série télévisée, film…).

Employeurs et représentants des activités diverses constatent que la communication actuelle est orientée en direction de publics convaincus et facilement accessibles et ne touche pas les citoyens indifférents ou rétifs au projet européen.

Les employeurs remarquent que l’euroscepticisme est plus basé sur «ce que l’Europe n’a pas fait»: emploi, croissance, sécurité, propos illustré par les syndicats dans le domaine social que sur ce que l’Europe a réalisé.

Les propositions abondent sur les moyens permettant d’assurer une meilleure visibilité et une communication mieux ciblée: soutien à la presse européenne, formation des journalistes français, lancement d’un talk-show européen, plus grande place à l’Europe dans les programmes scolaires, renforcement de l’enseignement des langues européennes, communication obligatoire des élus nationaux sur les réalisations accomplies grâce aux fonds structurels, développement de mécanismes de consultation citoyenne sur les territoires...

**Question 4: Les domaines d’action évoqués sont-ils exhaustifs et suffisamment illustratifs? Comment les classeriez-vous par ordre d’importance? Y a-t-il un domaine d’action majeur qui n’est pas mentionné ou qui n’est pas suffisamment traité? Si c’est le cas, duquel s’agit-il, et lequel des cinq scénarios correspondrait-il le mieux à son développement?**

Les domaines d’action mentionnés dans le Livre blanc ne sont pas suffisamment exhaustifs. Dans les trois ateliers, il y a unanimité sur la nécessaire mention de l’investissement.

Plus spécifiquement, les employeurs auraient souhaité recenser l’industrie, l’économie numérique, la politique régionale, la valorisation du patrimoine culturel.

De leur côté, les représentants des syndicats proposent d’ajouter deux domaines d’action respectivement intitulés social et environnement. En outre, les syndicats attirent l’attention sur l’importance de ne pas inclure certaines politiques (par exemple l’éducation) dans les déficits déclarés par les États membres et de valoriser les vertus du dialogue social au niveau européen et national.

Enfin, les représentants du groupe divers insistent sur l’importance de refléter les préoccupations des jeunes dans tous les domaines d’action de l’UE.

**Question 5: S’agissant de «la voie à suivre», comment les «Débats sur l’avenir de l’Europe» dans les parlements nationaux, les villes et les régions partout en Europe devraient-ils être structurés? Quel rôle la société civile devrait-elle jouer sur cette «voie à suivre», et comment?**

Un consensus existe sur l’importance d’une participation de la société civile aux échelons locaux, nationaux et européens.

Les syndicats proposent de structurer les débats sur l’avenir de l’Europe à partir des sujets engagés dans le cadre du dialogue social, comme les acquis sociaux et les politiques de l’Union concernant les travailleurs.

De leur côté, les employeurs proposent d’engager les débats à partir de sujets d’intérêt quotidien, tels que les opportunités du numérique, ou les acquis de la politique agricole commune.

Pour les représentants du groupe des activités diverses, la mobilisation du vivier d’acteurs issu de la société civile est incontournable dans les débats sur «la voie à suivre» et «l’avenir de l’Europe».

**Question 6: Quelles sont vos attentes particulières concernant l’issue de la consultation?**

De façon générale, la société civile française attend de la consultation qu’elle débouche sur des décisions concrètes reprenant les recommandations formulées par la société civile organisée. Les propositions présentées par la Commission européenne au Parlement européen au mois de septembre («discours de l’Union») et les décisions du Conseil européen de décembre 2017 seront particulièrement scrutées.

Plus spécifiquement, syndicats et représentants des groupes divers expriment le besoin de revenir aux valeurs fondamentales du projet européen, un fonctionnement plus démocratique ainsi qu’un usage plus systématique des symboles de l’UE (par exemple, la *valeur ajoutée européenne*, la date du 9 mai).

De leur côté, les employeurs soulignent que les succès de l’UE constituent aussi des symboles (par exemple, le programme GALILEO).

**Question 7: Comment les citoyens peuvent-ils être davantage impliqués dans le façonnage de l’avenir de l’Europe?**

Il existe un consensus général à propos de l’implication nécessaire des citoyens dans le façonnage de l’avenir de l’Europe. En France, le dialogue civil pourrait s’opérer de façon décentralisée, par exemple par l’intermédiaire des Comités économiques, sociaux et environnementaux régionaux (CESER) présents dans les 13 régions métropolitaines et 5 régions ultramarines. Les «Maisons de l’Europe» ont également un rôle à jouer.

Les employeurs et représentant des activités diverses proposent d’impliquer les citoyens à partir de débat sur des sujets concrets (politique agricole commune, agenda numérique).

De leur côté, les syndicats soulignent que la méthode de consultation choisie par le CESE constitue un mode d’implication susceptible d’être poursuivi, en particulier au sujet des 5 documents de réflexion en cours de publication (la dimension sociale de l’Europe, maitriser la mondialisation) encadrant la réflexion sur le Livre blanc.

**Recommandations**

* Se concentrer sur un petit nombre de domaines clés pour répondre aux attentes les plus urgentes des citoyens: la sécurité (politique étrangère, de sécurité et de défense), l’emploi (investissements, agenda numérique, recherche et développement, politique industrielle) et l’euro (nouvelle étape d’intégration de la zone euro).
* L’ajout des domaines d’action «Social» et «Environnement» au scénario finalement choisi respectera l’article 3 du traité sur l’Union européenne promouvant un développement durable de l’Europe fondé sur une croissance équilibrée, une économie sociale de marché qui tend vers le plein emploi, le progrès social et un niveau élevé de protection et d’amélioration de la qualité de l’environnement.
* Équilibrer les dimensions économiques, sociale et démocratique de la construction européenne pour répondre aux attentes des citoyens et reconnaître les acteurs de l’économie sociale et solidaire au travers de statuts européens.

Liste des participants

|  |  |
| --- | --- |
| **Noms**  | **Organisations** |
| Albouy | Directeur des affaires européennes INRA |
| Beall | Surfrider, Membre du Conseil économique, social et environnemental / Member of the Economic , Social and Environmental Council |
| Berree | Groupe 1 |
| Bertholon | CFE-CGC |
| Bennahmias | [Union des démocrates et écologistes](https://fr.wikipedia.org/wiki/Union_des_d%C3%A9mocrates_et_%C3%A9cologistes), Membre du Conseil économique, social et environnemental |
| Besnard | MRJC |
| Blondelon | CFTC |
| Buffetaut | Membre CESE |
| Butaud-Stubbs | Membre du CESE |
| Brisson | CPME |
| Carriou Scheriber | Chef du conseiller en affaires sociales – Ingénieur socialDirection générale des ressources humaines, Société générale |
| Cartiaux | CRAJEP |
| Charles | Président de l'I.R.C.E., Institut de recherche et de Communication sur l'Europe  |
| Cottin | Responsableger - Affaires européennes/EU Coordinator, Direction Générale Adjointe "Vie Institutionnelle & Etudes" (VIE)Deputy DG "Corporate Activities, Studies, Surveys & Reports", Chambre de commerce et d'industrie Paris Ile-de-France  |
| Danjou | Délégué général du Cercle de l'Industrie |
| Debrauer |  |
| De Robert | Membre du groupe Force-Ouvrière et de la section des Activités Economiques du CESE |
| Desiano | Secrétaire fédérale / Federal SecretaryFGTA |
| Dubois-Monfort | MEDEF, Analyste Affaires françaises et européennes |
| Dupuch | Secteur Europe & International de Force Ouvrière |
| Fandos  | Service International et Europe de la CFDTInternational Service and Europe of the CFDT |
| Fournier | CGT |
| Frugier | Directeur ExécutifDirection du Développement des entreprises et des ProjetsFédération des Industries Mécaniques |
| Genty | Vice-président du CESE, France Nature et Environnement (FNE) |
| Hoffenberg | Présidente du Connecting Leaders Club |
| Houlmann | CFGC |
| Lanculescu  | CCFA - Comité des Constructeurs Français d'AutomobilesDirection des Affaires internationales |
| Quarez | FCE-CFDT, Membre du Comité économique et social européen |
| Lalumière | Maison de l'Europe |
| Landas | CFDT |
| LASSERRE | Secteur Europe & International, Force Ouvrière |
| Lasry | La ligue de l'enseignement |
| Lefranc | France bénévolat |
| Mader | CLCV, Membre du Comité éconimique et social européen  |
| Menard | UNAF, Membre du Conseil économique, social et environnemental français |
| Molinier | Directeur Europe au MEDEF  |
| Morvan | Président de la Fédération Nationale de l’Habillement –(FNH)-  |
| Najmowicz | Représentante du Civic forum |
| Perrochon |  |
| Podevin | Analyste politique à la représentation française de la Commission Européenne |
| Renard | Institut de recherche et de Communication sur l'Europe  |
| Renard A. | UNAF |
| Seateun | CPME |
| Sahed | Personnalité qualifiée associéesection des affaires européennes et internationalesdu Conseil économique, social et environnemental |
| Saint-Aubin | CFDT |
| Sueur | Air Liquide |
| Stubbs | La voie des Hommes – Consultant |
| Tekaya | Service International et Europe de la CFDT |
| Terral | La voie des Hommes |
| Touron | Délégué général du Cercle de l'Industrie |
| Vever | Ancien membre du CESE, délégué général de l'association Europe et Entreprises, SG de l'Association Jean Monnet |
| Viard | UNAPL |
| Yaiche | CRAJEP |
| Ysebaert | fédération de Paris de la Ligue de l’Enseignement |

\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_

1. Ainsi définies dans le Livre blanc. [↑](#footnote-ref-1)